

JOURNAL LE SOIR

Pour une laïcité politique

n.c.

Page 21

Vendredi 6 juin 2008

Carte blanche

Réseau d'action pour la promotion d'un Etat laïque (Rappel) (*)

Nous sommes heureux de voir que certains coauteurs du livre *Du bon usage de la laïcité* défendent une conception de la laïcité en tous points similaire à celle défendue par le Rappel (Réseau d'action pour la promotion d'un Etat laïque). Ainsi, Marc Jacquemain rappelle qu'« *un Etat laïque n'est en aucune façon un Etat athée* », et Dan Van Raemdonck définit la laïcité comme un « *principe organisateur du vivre ensemble, (...) garant de la neutralité de l'espace public* ».

Car, contrairement à ce que les propos tenus dans *Le Soir* du 27 mai dernier laissent entendre, c'est bel et bien la laïcité politique que nous défendons. C'est la base même de notre action. Nous ne revendiquons donc ni un Etat athée ni la fin des religions, mais un Etat dégagé du pouvoir religieux, autrement dit le refus du cléricalisme. Nous estimons que dans les institutions publiques – écoles, administrations, hôpitaux –, le droit et la foi doivent être séparés. Autrement dit, nous refusons que les convictions particulières des uns et des autres viennent faire obstacle à l'existence d'une sphère institutionnelle neutre où les convictions individuelles sont non pas niées, mais subordonnées à l'égalité de tous devant la loi. Nous défendons les « valeurs inaltérables » que cite Dan Van Raemdonck : démocratie, Etat de droit, droits de l'homme, non-discrimination, égalité homme/femme, séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Nous engageons les auteurs de l'ouvrage à nous lire aussi bien que nous avons lu leurs déclarations et aussi bien que nous les lirons. Nous les convions aussi à des débats autrement que par presse interposée. Notamment pour éclaircir certaines des formules à l'emporte-pièce qu'ils utilisent pour désigner la « *laïcité de combat* » des « *intégristes laïques* » aux méthodes « *talibanesques* ».

Ni combat contre les religions ni prosélytisme laïque : c'est très exactement la ligne de défense et de promotion de la laïcité politique dans laquelle s'inscrit le Rappel, pour que vivent les valeurs humanistes et démocratiques et que soient préservées l'égalité et la mixité sociale et culturelle. Son manifeste, que nous vous engageons à lire et – pour certains – à lire mieux, signé par des croyants comme par des non-croyants, énonce notamment que « *nul ne peut se prévaloir d'un dogme ou d'un prescrit religieux pour se soustraire à la loi* » et que « *nul dogme, tradition ou particularisme* » culturel « *ne pourra être invoqué pour bafouer le droit de toutes et de tous à la stricte égalité en droits comme en devoirs* ». Et en ce qui concerne l'école, le Rappel a déjà pris publiquement position en faveur d'un « *lieu où tous les élèves, sans distinction aucune, se trouveraient rassemblés autour d'un projet essentiel : celui*

de faire de chacun un citoyen libre et responsable et une conscience autonome douée d'esprit critique ».

(*) Pour le Rappel : Philipp Bekaert, Yvan Biefnot, Farouk Boustami, Dominique Celis, Chemsî Cheref-Kan, Elie Cogan, Gisèle de Meur, Bahareh Dibadj, Pierre Efratas, Catherine François, Nadia Geerts, Guy Haarscher, Lara Herbinia, Jacques Lemaire, Abdellatif Mghari, André Nayer, Michèle Peyrat, Anne-Marie Roviello, Philippe Schwarzenberger, Fatoumata Sidibe, Jamila Si M'hammed, Sam Touzani, Pierre Van den Dungen, Georges Verzin, Mohammad Zahedi et Le comité belge Ni putes ni soumises.